

LUTTER DEPUIS NOS BASSINS VERSANTS

Contre l'accaparement et pour les biens communs de l'eau

1. L'heure des glaciers

p.3

2. Récit d'un week-end de rencontre de luttes locales sur l'eau

p.9

3. Échos des luttes présentes

p.14

4. Une vision de bassin versant

p.20

L'heure des glaciers

« Les glaciers ont-ils occupé le monde ? Ont-ils par deux fois replongé le globe sous le froid manteau uniforme de l'hiver ? C'est ce que semblent indiquer les nombreux blocs erratiques qu'on trouve en tant de pays. On croit aujourd'hui dans les Alpes que pendant sept ans ils avancent, et pendant sept ans reculent. S'ils reculent, l'été est fort et la moisson abondante, les subsistances faciles, et l'aisance assure la paix. S'ils avancent, l'année est froide, pluvieuse, les fruits peu mûrs, les blés manquent, et le peuple souffre. La Révolution n'est pas loin {...}. Redoutable thermomètre, sur lequel le monde entier, le monde moral et politique, doit toujours avoir les yeux. Les changements d'atmosphère qu'ils indiquent, ces phénomènes d'influence immense et profonde, avec la vie alimentaire, changent aussi la pensée, l'humeur et la vie nerveuse. C'est sur le front du mont Blanc, plus ou moins chargé de glace, que se lit le futur destin, la fortune de l'Europe, et les temps de la paix sereine, et les brusques cataclysmes qui renversent les empires, emportent les dynasties. »

Jules Michelet, La Montagne, 1868.

Le vent se lève sur l'Occident. D'une part la vieille Europe, qui a si bien exporté la guerre ces dernières décennies, se retrouve face à ses vieux démons : elle est de retour en son sein tandis que les nationalismes fascistes regagnent du terrain. D'autre part la même vieille Europe, qui a si bien exporté plantations, mines, usines, armes et pollutions associées ces dernières décennies, se retrouve face aux conséquences de l'hypocrisie néocoloniale qui consiste à faire vivre la démocratie représentative dans l'opulence tout en exploitant le reste du monde en silence.

Mais surtout, la vieille Europe est en train de perdre son toit. Ses glaciers sont en train de fondre et ses quatre grands fleuves (Rhin, Rhône, Danube et Pô) sur lesquels repose une grande part de l'économie continentale, vont perdre 30 à 50% de leur débit dans les prochaines décennies. Qui aurait pu imaginer les grandes Alpes – aux cimes sublimes, autrefois infranchissables et inquiétantes – se retrouver sans glaciers ? La forteresse suisse, à la fois château d'eau et banque refuge du capital des grandes familles et des grandes entreprises européennes, est en péril. Bientôt, les Alpes auront perdu leur manteau de glace. Véritable démantèlement climatique de l'assurance-eau européenne qui rendait jusqu'ici possibles les

rêves les plus délirants comme celui de l'industrie touristique du ski et des sports d'hiver, et qui sera demain au cœur des tensions qui s'esquissent d'ores et déjà aujourd'hui.

Le partage ou la guerre, telle est l'alternative à laquelle nous répondons par la guerre hors de nos frontières, et à laquelle nous allons désormais devoir faire face au sein même de nos pays. C'est qu'en Europe on a tout fait pour refouler les tensions liées à la gestion, à la propriété et aux manières industrielles de retenir l'eau. Comme pour l'électricité ou les autoroutes, on a même vanté - non sans raisons - les réseaux d'adduction en eau et leurs tentaculaires infrastructures de canalisation comme étant une formidable manière d'améliorer le quotidien des populations et de réduire les inégalités entre les territoires... Aujourd'hui l'eau est cotée en bourse et ses infrastructures développées par l'argent public sont privatisées pour le seul profit des multinationales, avant gardes néocoloniales de la suprématie blanche sur la planète. Ainsi la région du fleuve Segura au sud-est de l'Espagne reçoit-elle de l'eau, pour le tourisme et l'agriculture, parcourant près de 300km depuis le fleuve Tage au centre de l'Espagne. Ainsi la métropole marseillaise s'est déployée et vit aujourd'hui grâce à l'eau de la Durance, tout comme Las Vegas, Los Angeles et avec elles une grande partie du Sud-ouest états-unien, grâce aux eaux détournées du Colorado.

À grand renfort de fierté nationale, savamment alimentée par des conflits interrégionaux entre baronnies, armées et multinationales, les grands barrages et l'ensemble des aménagements hydrauliques qu'ils rendent possibles sont devenus des éléments essentiels, d'abord de nos paysages apprivoisés, mais aussi et surtout du développement économique moderne. Sans grands barrages, en Europe comme ailleurs sur la planète, le monde tel que nous le connaissons n'existerait pas. En effet, sans ces immenses murailles de béton qui ligaturent nos rivières et inondent nos vallées pour stocker l'eau et gérer son débit : pas de mines dans les montagnes ni de carrières dans le lit des rivières, pas d'agro-industrie soutenue par une irrigation intensive dans les plaines, pas de métropolisation ni d'aménagements industriels ou de flux logistiques dans les zones inondables des vallées, pas de centrales thermiques au bord des fleuves, pas d'approvisionnement en eau des grandes villes...

Pour le dire autrement : de l'Amérique du Nord à l'Amérique latine,

de l'Asie à l'Afrique et du Moyen-Orient à l'Europe, le contrôle de l'eau par les grands barrages, est le levier industriel à la fois premier, nécessaire et principal du développement du capitalisme moderne, du communisme étatique et avec eux de l'ensemble des formes de dictature, de colonialisme et d'impérialisme en cours sur la planète. Au XXI^e siècle, les conflits autour de l'eau, qui restaient liés à des enjeux géopolitiques – non moins dévastateurs – de contrôle de la ressource à des échelles régionales, vont désormais devenir de véritables guerres civiles et militaires dont les enjeux seront la survie même des populations paysannes et autochtones, déjà pour la plupart décimées ou privées de leurs cultures ancestrales par les saccages des derniers siècles.

Pour le dire autrement, l'omniprésence de la question climatique a partiellement occulté l'autre conséquence de la destruction de la planète et du vivant : le dérèglement du cycle de l'eau. On a oublié à quel point ce dernier est autrement plus complexe que le schéma appris à l'école : de la même manière que l'eau c'est la vie, le cycle de l'eau c'est le cycle de la vie – il n'y a pas que l'eau qui circule dans nos nuages, nos cours d'eau et nos océans. Avec elle c'est la vie sous toutes ses formes – le minéral, le végétal, le fongique, le microbien et l'animal – qui est charriée dans un formidable flux qui rend possible les conditions mêmes de la vie. C'est tout le cortège migrateur de saumons, d'aloses, de moules et d'anguilles qui fécondait en éléments marins il y a un ou deux siècles encore les rivières de la planète. Et à l'inverse ce sont tous les riches sédiments et organismes charriés par les crues de nos fleuves qui ne viennent plus nourrir nos estuaires et nos deltas, essentielles interfaces du vivant entre terre et mer.

À l'heure où l'hydroélectricité, comme le nucléaire, passent pour des énergies renouvelables et décarbonées, on a oublié que si ces infrastructures ont fait partie des plus contestées et des plus emblématiques des mouvements de résistance écologistes et autochtones depuis la Seconde Guerre Mondiale, ce n'est pas pour rien. C'est qu'elles sont l'aboutissement du modèle capitaliste, militaire, néocolonial, patriarcal et extractiviste. L'aboutissement de ce que l'abondance de charbon, de pétrole et de métaux a rendu possible en termes de contrôle et de manipulation du cycle de la vie par les bataillons d'ingénieurs chargés d'adapter la technoscience

moderne aux contextes géographiques, géologiques et climatiques particuliers. Soutenus bien sûr par les polices et les armées, ainsi que les « ingénieurs de l'âme » – pour reprendre une expression de Staline – que sont les *managers*, communicants, propagandistes et autres émissaires porteurs de valises en tout genre, chargés d'écrire et de faire exister dans nos esprits, grâce aux technologies de l'information et de la communication, le récit politique du progrès technologique triomphant.

Pour couronner le tout la gauche européenne, prétendument humaniste mais surtout urbaine, raciste et bourgeoise, imbue d'elle-même, prête aux « compromis » et à faire preuve de pragmatisme face à la « *realpolitik* », s'est enfermée dans cette vision ingénieriale du monde, aveugle des enjeux terrestres. Ce qui offre une formidable caution verte au capitalisme qui, en retour, se fait une joie de prôner les « énergies renouvelables » et la « transition énergétique », sur fond d'optimisation cybernétique des réseaux et d'agriculture connectée, productrice d'énergie.

Il est temps d'en finir.

Car aujourd'hui, la grande majorité des fleuves et de leurs bassins-versants sont sous contrôle impérialiste, tandis que les eaux souterraines sont allégrement pompées pour l'irrigation intensive, au point de déplacer l'axe de rotation de la Terre. Car aujourd'hui, alors que l'eau douce des rivières et des nappes phréatiques se fait de plus en plus rare et polluée, les géants de l'agroalimentaire embouteillent les eaux minérales et les eaux de source pour les vendre à prix d'or, préparant un monde où l'accès à l'eau potable - et à une alimentation en poudre associée - est une source majeure de pollution plastique, d'émission de dioxyde de carbone, et surtout, de profits immenses. Aujourd'hui, les mégabassines contre lesquels nous luttons dans le Poitou sont un des innombrables moyens pour maintenir les agro-industries sous perfusion et empêcher l'avènement des formes d'agroécologies vivrières et de permaculture, héritières des cultures paysannes et autochtones qui font pourtant à petite échelle leurs preuves chaque jour partout sur la planète depuis des millénaires.

L'heure des glaciers est en train de sonner. Il convient dès lors de prendre le parti de l'eau et des rivières. Le vent se lève, il faut tenter de vivre.



Récit d'un week-end de rencontre de luttes locales sur l'eau



Le vallon bocager autour de la maison des utopies.

© La Clé des Ondes

Le rendez-vous était donné à la fin de l'hiver, à la maison des utopies, propriété récemment acquise de la Fondation Danielle Mitterrand, proche de Cluny, en Bourgogne. Le niveau bas des nappes phréatiques occupait les ondes hertziennes alors qu'un maquereau mal informé s'était dit éberlué par la crise climatique. Les mieux informés, eux, se souviennent que les antennes relais tremblaient aussi à propos de composés perfluorés, dont des journalistes venaient de révéler la présence dans l'ensemble des eaux de surface. Mais la substance n'avait occupé les ondes qu'un temps bien modeste pour des polluants éternels.

Si l'historien Jules Michelet, dans la citation mise en exergue de cette brochure, liait la fortune des peuples à l'état des glaciers, nous pourrions en faire autant de l'ensemble des formes prises par l'eau à l'aval des manteaux neigeux. Les rivières et les lacs, les nappes et les sources, les deltas et les estuaires donneraient ainsi la

mesure de la vie politique et sociale qui se déploie à leurs entours. Puisque leurs eaux traversent les villes et les industries, irriguent les champs et les centrales électriques, de tels territoires condensent les traces des emprises humaines de l'amont. Une eau rare, morte et polluée serait l'indice d'une trop forte pression exercée par l'homme sur les terres qu'elle traverse. Mais pour ces mêmes raisons, de telles eaux influencent les conditions d'existence des communautés qui les environnent, elles ouvrent ou ferment des perspectives d'épanouissement pour les populations aval et régissent le cours de l'histoire. Souverains et châtelains devraient alors être bien attentifs à ce qui vient troubler nos ondes.

Une mosaïque de territoires d'eau

Les activistes qui se retrouvaient dans la maison des utopies, eux, étaient bien soucieux de telles nouvelles. La rencontre était à

l'initiative de membres de la fondation Danielle Mitterrand et des associations Terres de Luttes et Hydromondes. Face au constat que les victoires juridiques de la fondation¹ n'avaient pas freiné la mainmise de multinationales sur la ressource, ils ont investi le domaine de Saint-Laurent pour un week-end de travail « contre l'accaparement et pour les biens communs de l'eau ». L'objectif était d'ouvrir un espace de discussion avec des luttes locales sur l'eau pour trouver des moyens de rendre effectif le droit à l'eau.

Parmi les activistes présents à cette première rencontre, certains luttait localement contre des projets d'aménagement accapareurs ou pollueurs d'eau, d'autres donnaient forme à des communautés d'enquêteurs autour de rivières ou de nappes phréatiques. Certains s'engageaient localement pour éviter la destruction de milieux et de formes de vie, d'autres mettaient en lien des expérimentations qui prolifèrent autour de cours d'eau en ruine, où la catastrophe a déjà eu lieu. Dans cette mosaïque de luttes locales, on trouvait le collectif **Vittel** qui lutte contre la surexploitation d'une nappe phréatique par l'embouteilleur Nestlé dans les Vosges ; le collectif de **La Cluzad**, qui s'oppose à la construction d'une retenue collinaire dans un bois de Haute-Savoie pour la production de neige artificielle ; les collectifs **Bassines Non Merci** des Deux-Sèvres, de la Vienne et du Puy-de-Dôme qui luttent contre l'implantation de mégabassines au profit de l'agro-



industrie ; le collectif **Alertes Pesticides** contre les pollutions agricoles en Gironde ; la coalition des **Grondements des terres**, qui contestait un projet de gravière sur les bords de la Venoge en Suisse, abandonné depuis grâce à l'alliance entre activistes et habitant-es ; le collectif des **Gammars**, qui travaille à recomposer les imaginaires d'un territoire métropolitain à partir d'un travail de soin, d'enquête et de lien social le long du ruisseau des Aygalades à Marseille ; et un militant luttant contre un projet de mégamine de lithium entre le Cher et la Sioule dans l'Allier avec différents collectifs, et investi dans une lutte contre l'embouteillage de l'eau par Danone à Volvic avec le collectif **Volvic nous pompe**.

Toutes ces personnes et ces groupes ont en commun de s'intéresser aux eaux de leurs territoires. Ils enquêtent ici sur les non-humains accueillis dans une zone humide, ou là sur les communautés reliées par une rivière. Ils observent ici les métabolites charriés par un cours d'eau et là les sédiments transportés sur ses rives. Ils découvrent un peu partout les modalités d'une gestion de l'eau réservée aux scientifiques et aux notables blancs et investiguent les chaînes de décision qui rendent malgré tout possible le déploiement de filières mortifères. Ils constatent chaque jour un peu plus les multiples formes d'accaparement de l'eau à l'œuvre, pour des projets étatiques comme pour des projets privés, en zone urbaine comme en zone rurale. Ils décryptent

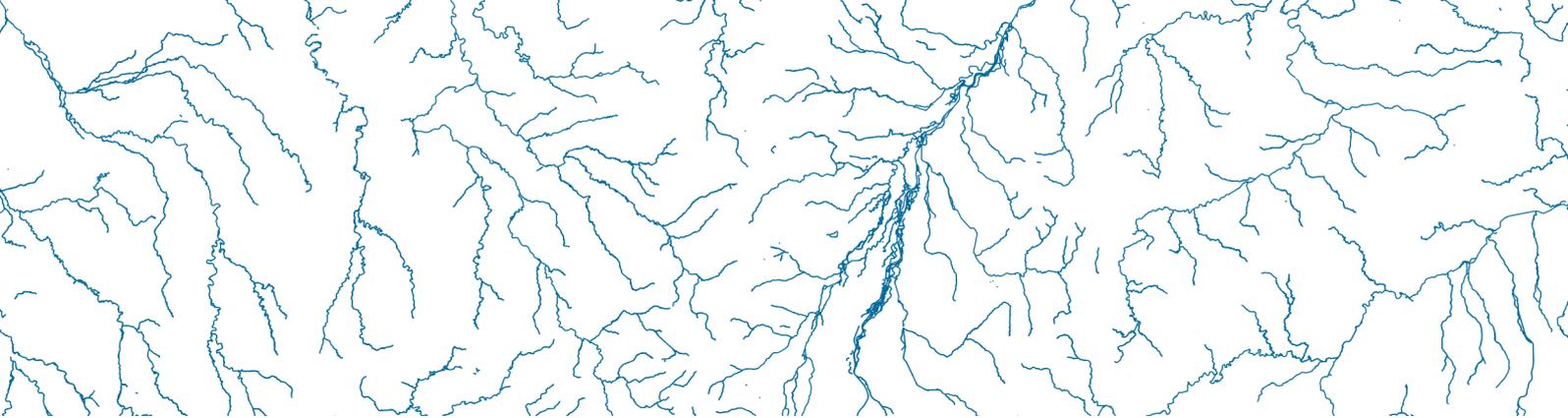
comment les multinationales de l'eau et de l'énergie testent depuis des décennies dans l'Hexagone les infrastructures et les industries avec lesquelles ils exploitent les populations et accaparent l'eau ensuite sur le reste de la planète. Ils se renseignent sur l'histoire des cultures populaires et les formes paysannes de soin et de partage des eaux. Ils créent des liens dans les quartiers populaires des grandes villes ainsi qu'avec des militants autochtones et écologistes d'autres continents. Comment, alors, penser une coalition des luttes sur l'eau, capable d'intégrer autant de situations et d'enjeux singuliers, pour dévoiler et mettre à mal les mécanismes de captation de la ressource qui se déploient de toute part ? Comment rendre commensurables des eaux plurielles, corsetées de l'amont à l'aval par une même ingénierie technique qui souhaite en faire une énergie potentielle, un bien de marché ou une ressource disponible ? Comment suivre les eaux courantes et souterraines peut nous aider à construire une critique en actes du capitalisme ?

C'est animé.e.s de ces questions qu'une vingtaine d'activistes se sont retrouvé.e.s dans les vallons bocagers de la Grosne. Les échanges se sont structurés en deux temps. Une première journée a permis à chacun.e de se présenter, de partager des expériences et d'exprimer les envies et besoins des collectifs. Une deuxième journée a été l'occasion de dresser une synthèse des attentes sur les questions de l'eau et d'imaginer des moyens d'y répondre. Pour rendre compte de la richesse et de

la pluralité des perspectives qui se sont exprimées, nous tirons quelques verbatim dans les pages suivantes qui résonneront peut-être avec d'autres expériences locales. Mais avant de laisser la parole aux collectifs présents, nous proposons de restituer deux points saillants qui ont pu émerger au fil des discussions. Car dans la prolifération d'expériences d'eaux qui s'est donnée à entendre, des zones de confluence ont pu être relevées.

Du mythe de l'abondance à l'expérience de la rareté

Durant la seconde moitié du XXe siècle, la construction d'infrastructures techniques pour maîtriser les cours d'eau a constitué le châssis des politiques modernisatrices de l'État, diffusant l'idée d'une abondance de la ressource en eau. L'aménagement de grands barrages a accompagné l'implantation de centrales nucléaires à l'aval, la construction de vastes réseaux de stockage et de distribution d'eau a permis le développement de nouvelles semences sur les terres agricoles, et l'illusion d'une maîtrise des crues a ouvert à l'urbanisation des terres inondables. Dans ce contexte d'inflation des usages de l'eau, rares étaient ceux qui doutaient qu'un jour l'eau viendrait à manquer. Si des sécheresses pouvaient arriver, elles étaient davantage perçues comme des aléas climatiques que comme le résultat de perturbations anthropiques, et les associations de défense de l'environnement étaient plus préoccupées par la



qualité biologique ou chimique de cours d'eau que par des questions de quantité.

Seulement voilà. Depuis quelques années, des rapports scientifiques viennent assombrir l'horizon des préleveurs d'eau. D'ici trente ans, ces modélisations² prévoient une baisse de 10 à 30% des eaux souterraines en France, et de 50% dans certaines nappes phréatiques du sud-ouest et du bassin de la Loire. Ces diminutions de la recharge en eau augurent une baisse équivalente des débits des cours d'eau, certains bassins pouvant voir ses débits d'étiage diminuer de 70%. Si de larges incertitudes entourent ces prospectives, elles dessinent néanmoins une tendance qui s'est notamment vérifiée lors de l'été 2022, le plus sec jamais enregistré par Météo France. Des territoires qui n'avaient jamais connu la sécheresse ont vu leurs rivières se vider, plus de mille cours d'eau étaient à sec en métropole. Citernes et bouteilles ont pallié la pénurie d'eau potable dans de nombreuses villes. Les causes sont connues : les prélèvements d'eau augmentent chaque année sur la plupart des territoires, l'artificialisation et le remembrement des terres empêchent l'eau de pénétrer dans les sols, le réchauffement climatique dérègle le rythme des précipitations et accentue l'évapotranspiration.

Plutôt que d'impulser des changements radicaux, ces expériences diffuses de la rareté révèlent les inerties de nos institutions³. Dans les Commissions Locales de l'Eau

et les préfetures qui régissent nos rivières, le problème de la raréfaction de l'eau devient un problème de débits minimum à garantir pour les cours d'eau. Seulement, ces seuils, lorsqu'ils sont définis, ne le sont pas sur des critères objectifs. Ils sont négociés en fonction des volumes prélevés déjà acquis, le vivant devenant pour ainsi dire la variable d'ajustement de filières énergétiques et agroindustrielles. De plus, au lieu de reconsidérer les droits de prélèvement acquis et l'occupation des sols, les administrations préfèrent bien souvent le recyclage de solutions technologiques visant à augmenter les capacités de stockage d'eau. Dans le Poitou comme dans les Alpes, on parle d'*adaptation* aux effets du changement climatique pour justifier la construction de retenues d'eau. Que l'on s'entende, c'est bien les plaines et les montagnes que l'on espère adapter ainsi à l'agrobusiness et au tourisme d'hiver. Dans l'Allier ou en Isère, on parle de *transition* énergétique ou numérique pour justifier le développement de nouvelles filières industrielles, extrêmement gourmandes en eau. Des discours sur la fin de l'abondance accompagnent partout le développement de nouvelles chaînes d'approvisionnement capitalistes (qui distribuent du lithium, des données ou des semences de maïs hybride) toujours arrimées sur une ingénierie de l'eau.

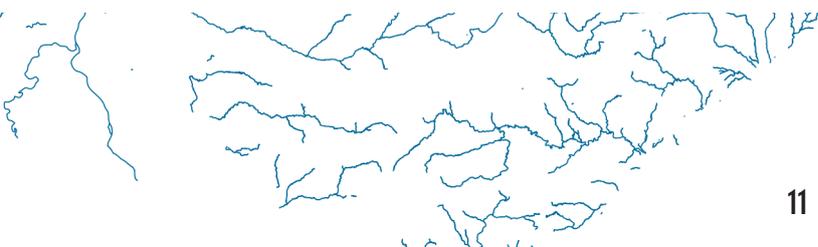
Pourtant, la description des perturbations des eaux pourrait constituer le socle d'une renégociation des droits d'accès,

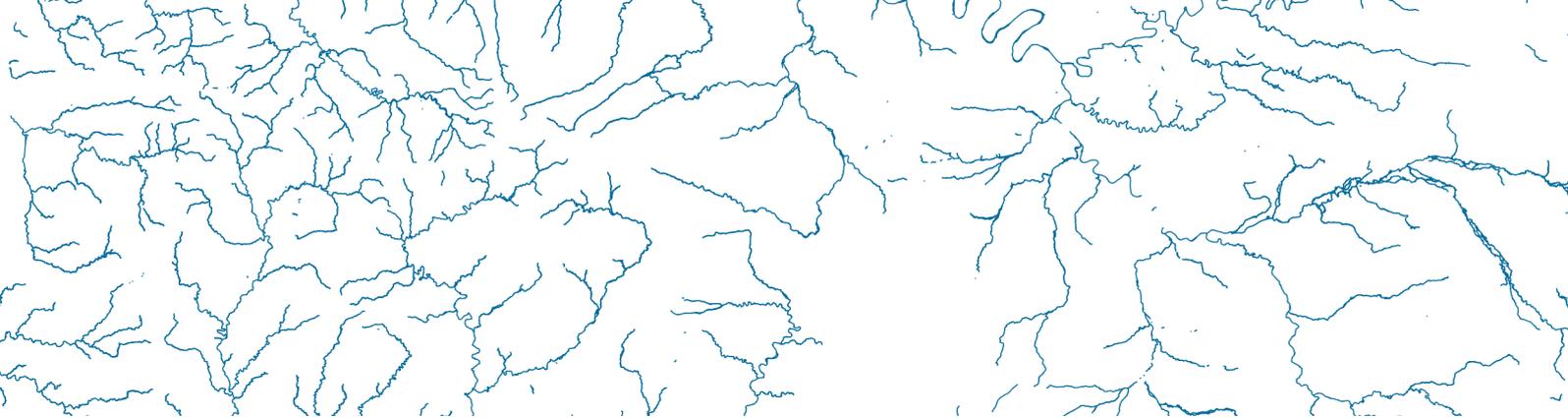
de l'aménagement du territoire et des formes de démocratie qui entourent nos rivières. Des citoyens qui n'avaient jamais enquêté sur les modalités de gestion de l'eau en France commencent à découvrir le mille-feuille administratif qui entoure nos bassins versants et à critiquer les mécanismes qui rendent possible la multiplication d'ouvrages controversés. Pour reprendre les termes d'un des activistes présents à Saint-Laurent, il revient maintenant à chacun d'entre nous d'enquêter sur son ruisseau en partant de sa facture d'eau, d'explorer les organigrammes des CLE et des Syndicats, de publier les conflits d'intérêts qui se cachent dans ces arènes encore peu connues, de montrer la fabrique de l'ignorance qui occulte les prélèvements d'eau et voile la décision publique, et de réclamer la fin des petits arrangements qui vident nos rivières et assèchent nos nappes phréatiques.

Habiter avec nos rivières, coordonner des ripostes

Pour ce faire, des pistes ont pu être esquissées pour, dans nos luttes et dans nos territoires, prendre l'eau au sérieux. Elles pourraient se décliner par les gestes suivants : observer son ruisseau, suivre son cours, rencontrer les communautés qui en sont riveraines et créer de nouvelles formes d'assemblées avec elles.

Le premier geste est peut-être, humblement, de prêter attention aux ruisseaux et aux rivières, aux





eaux singulières qui n'ont jamais pleinement disparu malgré les tentatives d'uniformisation des modernes. À bien y regarder, il s'agit moins de trouver des bastions de non-modernité que de décrire la pluralité des eaux qui courent aux côtés de la modernité industrielle. Vittel est une ville laboratoire dont l'urbanisme témoigne de l'évolution des multiples formes d'accaparement de l'eau depuis 150 ans. Le petit fleuve côtier des Aygalades à Marseille est à la fois un égout pour les entreprises qui le bordent et un refuge pour la précarité qui l'entoure. Dans son lit coule une eau qu'on ne peut imaginer plus uniforme, pliée aux besoins industriels de l'arrière-port de Marseille, en même temps qu'une multitude d'histoires et de collaborations collectives. L'arrivée d'artefacts polluants ou d'infrastructures controversées sur un territoire peut être l'occasion de décrire la multiplicité de liens qui prend forme autour d'une eau. Ainsi peuvent émerger des prises insoupçonnées pour influencer le cours des choses. Une espèce protégée qui migre dans une rivière peut devenir un appui pour démanteler un barrage. L'observation des molécules anthropiques qu'elle transporte peut infléchir le marché des pesticides. L'enquête de groupes sociaux habitant les rives d'un cours d'eau peut permettre de révéler les multiples formes d'exposition aux dangers industriels et de ségrégation sociale que subissent les populations. Le travail de renseignement sur le terrain ainsi que la veille médiatique,

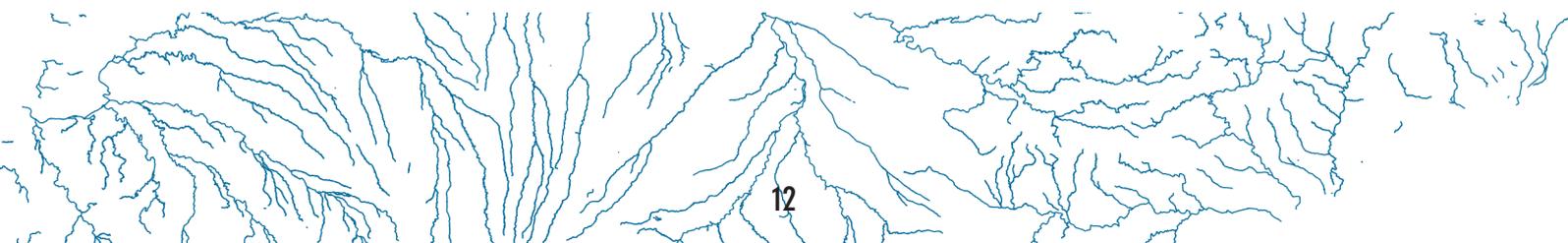
politique et économique permet de cartographier les baronnies locales, régionales ou mondiales qui privatisent l'eau et nous asservissent, bien qu'à des échelles et de manières différentes, du Nord au Sud. Au contraire d'une démarche naïve ou contemplative, ouvrir des enquêtes collectives peut être un bon moyen pour forger des savoirs d'eaux, nouer des attachements aux lieux, motiver l'engagement de communautés, tenter de décoloniser nos rapports au monde, dénoncer les agissements des multinationales et construire des rapports de force.

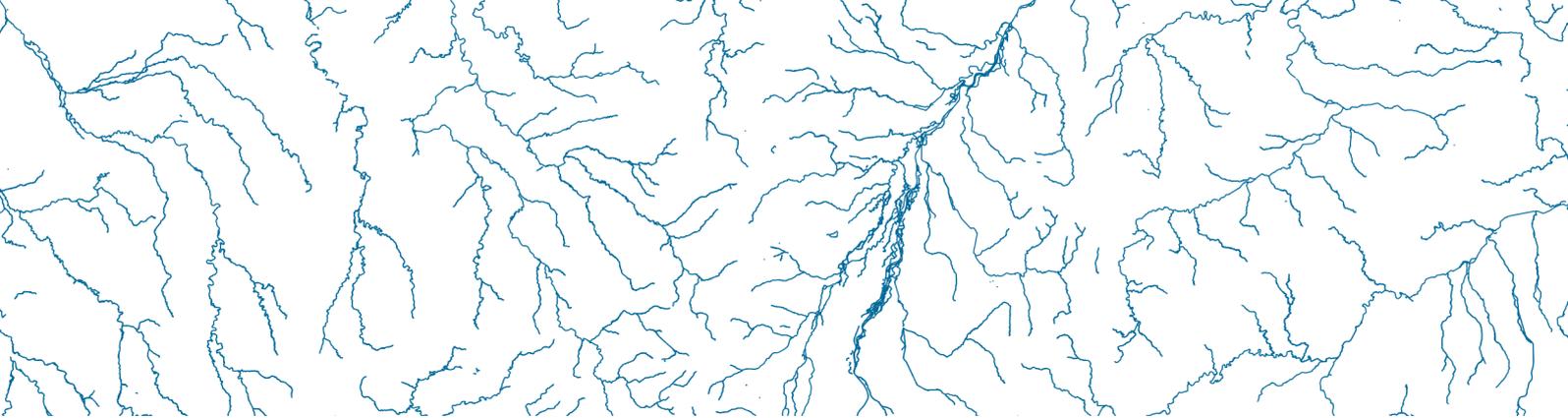
Mais il ne suffit pas d'observer son tronçon de ruisseau pour bousculer des certitudes. Il faut se mettre en mouvement, suivre son cours, et rencontrer les lieux et les êtres qu'il relie. Les cours d'eau sont les vecteurs de la terre. Ils produisent du mouvement, déplacent des sols, ébranlent les sédimentations. Ainsi, suivre le fil d'une rivière peut retourner complètement la manière de poser un problème. En reliant les villes et les champs, en mêlant questions sociales et environnementales, les cours d'eau peuvent éroder les logiques de silo. Les placer au milieu de ce qui nous concerne peut faire advenir de nouveaux arrangements pratiques pour sortir des oppositions. Cette dimension unificatrice des eaux est apparue à plusieurs reprises dans le domaine de Saint-Laurent. À la Clusaz par exemple, c'est pour sortir du clivage entre les pro et les anti – et des crispations entre ceux qui ont un avis et ceux qui n'en ont pas – que l'eau est apparue comme un thème

commun de discussion. Arpenter un ruisseau est un moyen de se détacher de positions de principe et de rôles à tenir dans les arènes militantes ou politiques.

Au-delà des enquêtes collectives que l'on peut mener sur des lacs ou des ruisseaux, des expérimentations qui peuvent se déployer sur des eaux courantes ou souterraines partagées, comment cultiver des convergences entre ces expériences disséminées ? Des coalitions émergent déjà autour d'objets combattus de concert, comme les retenues de substitution qui se multiplient dans nos plaines ou les retenues collinaires creusées dans les montagnes. D'autres peuvent se tisser au sein de territoires partagés, et suivre les limites administratives d'un département ou la ligne de partage d'un bassin versant. Mais les questions d'eau devraient pouvoir traverser ces échelles territoriales et ces réseaux thématiques.

À cette fin, l'idée de construire une plateforme pour mettre en commun des savoirs sur l'eau et partager des narrations collectives de bassins versants a émergé comme un levier essentiel pour faire des liens entre les luttes existantes pour les renforcer et en faire émerger de nouvelles. Un vaste champ d'investigations se déploie de toute part face à la raréfaction des eaux. L'agenda des recherches à mener est ambitieux : créer des outils et des techniques d'écoute, de soin et de facilitation à même de faire vivre une auto-organisation aussi décentralisée, inclusive, féministe, antiraciste et antiautoritaire que possible ; proposer une contre-histoire





des techniques d'irrigation et d'approvisionnement en eau ; muscler notre connaissance de la gestion administrative de l'eau et de son histoire pour mieux la critiquer ; investiguer à l'échelle moléculaire ou dans les eaux souterraines pour décrire les perturbations anthropiques ; former les élus locaux sur les enjeux de l'eau, créer des groupes de journalistes, de scientifiques et de juristes pour analyser les projets destructeurs, dénoncer les réseaux de pouvoir économiques et politiques qui les soutiennent, construire des plaidoyers et porter des revendications fortes ; créer des espaces de mutualisation et articuler les différentes échelles de luttes entre elles... Dans cette plateforme polymorphe pourront se loger l'organisation de marches de l'eau ou de rencontres thématiques, des maisons de rivières et des observatoires flottants, des conférences sauvages et des récits-fleuves, des émissions radieuses ou vidéaux ainsi que des gazettes de ruisseaux.

Mais ce partage de savoirs situés serait vain sans la constitution d'assemblées politiques des eaux. Si les Commissions Locales de l'Eau sont parfois présentées comme des parlements de l'eau, alors réclamons que les délibérations qui s'y tiennent soient publiques, demandons à pouvoir décider des membres qui y siègent, renégocions la proportion des corps représentés. Suivre l'eau comme fil directeur des problèmes qui nous concernent pourrait bien faire advenir des formes plus coopératives de démocratie. À côté de cette critique à construire

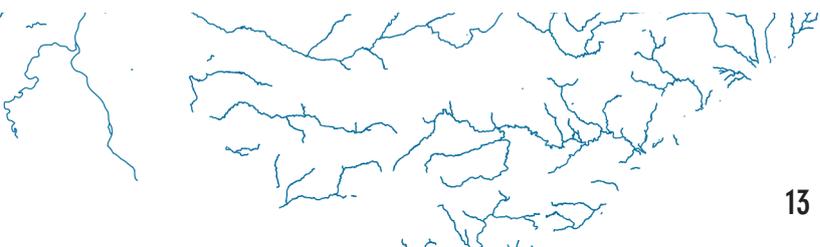
des prétentions à la bonne gouvernance des administrations, d'autres compositions politiques doivent pouvoir être inventées et expérimentées face aux menaces qui planent sur nos eaux. Laissons des communautés habitantes de ruisseaux se constituer, construisons des parlements de rivières, réclamons le droit de décider collectivement de l'horizon des fleuves.

Reste une question en suspens : qui est ce nous ? Quelle forme incarner pour porter des doléances de bassins versants ? Comment se constituer collectivement pour parler au nom des rivières et est-ce seulement possible ? Comment réinventer des manières de mobiliser à la fois massive et inclusive en cette période de répression violente et permanente du mouvement social ? Comment prendre soin au sein du mouvement et de nos collectifs pour y empêcher autant que possible la reproduction d'oppressions systémiques qui y sont malheureusement toujours à l'œuvre ? Comment sortir des entre soi privilégiés et des hiérarchies qui structurent le mouvement écologiste aujourd'hui ? Comment valoriser d'abord le temps long du soin et des relations avant le court-termisme et l'efficacité immédiate ? Comment avoir des discussions stratégiques autrement qu'en petits groupes cloisonnés ?

La question des formes à donner à une telle coalition reste ouverte. Certains ont lancé le nom de l'Hydre, pour parler d'une alliance à construire autour de l'eau. Comme la bête lacustre, son invincibilité tiendrait à ses

têtes qui se multiplient à mesure qu'elles se trouvent coupées. D'autres ont souhaité prendre le temps de construire un tel collectif et imaginent plutôt ouvrir un espace passerelle entre les luttes et le reste de la société. La maison des utopies aura été un jalon parmi d'autres pour mettre en commun des expériences d'eaux et esquisser des ripostes possibles. C'est maintenant au fil des actions et des récits qui se déploieront que pourront se définir les contours d'un mouvement des rivières.

- 1 La fondation a notamment obtenu le retour en régie publique du service de l'eau de Paris et a participé au combat pour la reconnaissance du droit à l'eau et à l'assainissement comme droit humain fondamental par l'ONU en 2010.
- 2 Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, « Synthèse du projet Explore 2070 », rapport eau et changement climatique, 2012.
- 3 Un rapport récent de la Cour des Comptes est édifiant à ce sujet : « En dépit de la raréfaction de la ressource, les prélèvements d'eau brute poursuivent leur progression, quels que soient les sous-bassin ou l'usage considéré [...]. L'examen des deux sous-bassins met en évidence une gouvernance ne venant pas suffisamment les conflits d'intérêts. Il révèle également la nécessité d'études objectivant les volumes maximums susceptibles d'être prélevés compatibles avec la disponibilité de la ressource et son renouvellement. S'agissant des prélèvements d'eau pour l'irrigation, il existe un fort besoin de données ». Cour des Comptes, « La gestion quantitative de l'eau en période de changement climatique. Cahier territorial n°10 », rapport public thématique, juillet 2023.



Échos des luttes présentes

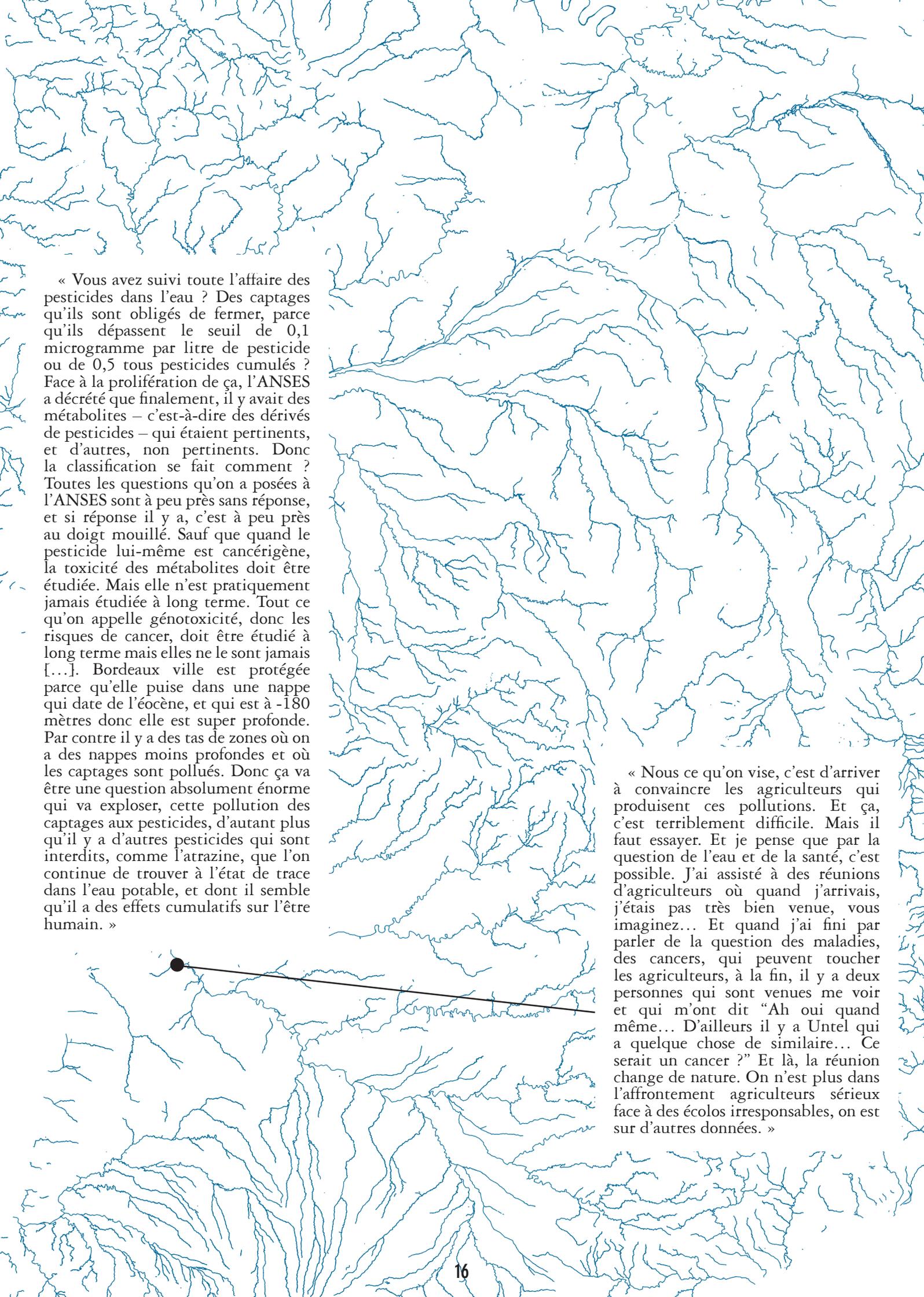
« En Auvergne, sur l'eau, on a une particularité intéressante. On a trois multinationales concentrées sur un territoire restreint. Danone, avec les eaux de Volvic. Limagrain, qui est à l'origine de deux super-mégabassines, avec plus d'un million de mètres cubes chacune, pompés directement dans l'Allier. Et la troisième s'appelle Imerys, qui est sur l'extractivisme minier. Ils portent un projet de mine de lithium, qui paraît-il serait la plus grande d'Europe. C'est un projet qui est directement aux prises avec les questions de l'eau. On estime que pour produire la quantité de lithium qu'ils visent, soit 34 000 tonnes par an, il faudra à minima deux à trois millions de mètres cubes par an. Parallèlement, il y a la question de l'excavation de la roche qui se pose, puisque la teneur du minéral exploité est inférieure à 1%. Donc pour avoir 34 000 tonnes de métal, imaginez le volume de roche qu'il faudra extraire et traiter. Et ça va impacter l'ensemble de l'hydrologie souterraine de la région de la mine. »

« Quand vous êtes face à un truc comme Limagrain, vous avez affaire à des petites exploitations agricoles, qui sont coopératives, qui gagnent bien leur vie sur de petites surfaces, et qui, dans les villages locaux, représentent l'ensemble de la société villageoise. Soit les gens sont agriculteurs, soit ils sont de la famille des agriculteurs, soit ils vivent toute l'année avec les agriculteurs. C'est donc très difficile d'alimenter une lutte rurale contre les bassines avec ces gens-là. Quand vous êtes paysan, maraîcher, que vous habitez un village, à la campagne, c'est pratiquement impossible de vous afficher anti-irrigation, anti-bassines. Impossible. »



« En fait, nous, notre petit fleuve, c'est tout un monde... Non... C'est le monde ! À un moment, j'ai compris qu'il y avait un lien entre le petit bout de fleuve qui coulait en bas de chez moi et le canal de Marseille. Ce truc d'ingénieur de maboule qui franchit les collines, une fois par-dessus, une fois par-dessous, sur 80 km, pour amener l'eau potable des Alpes à Marseille. Et quand j'ai vu qu'à côté de chez moi, il y avait une ouverture, comme une vanne, une buse qui depuis des années déversait l'eau de la Durance dans notre ruisseau, je me suis dit : "Mais attend, c'est plus mon ruisseau ! C'est la Durance !" D'accord... mais si c'est la Durance, c'est tout le bassin versant du Rhône ! Et quand j'ai appris qu'il y avait des transferts d'eau de la Loire vers le Rhône ? Par l'Ardèche ? Attends... Mais mon ruisseau, c'est tous les bassins versants du monde en fait ! »

« Notre collectif, c'est une histoire un peu longue, à géométrie variable. Au départ, c'était des groupes d'enquête sur ce qui fait patrimoine dans les quartiers nord de Marseille, dans l'idée d'inverser qui a le droit de dire ce qui est important dans la mémoire collective. Et c'est comme ça qu'il y a eu la redécouverte de ce petit cours d'eau, qui ne fait que 17 km, qui est un appendice arrière portuaire anciennement géré par le service des égouts de Marseille. Il est extrêmement pollué, tous les compteurs sont au rouge, c'est bétonné de partout. Autour de notre ruisseau, on a des dragons chimiques, comme la carrière Lafarge, qui est en amont, qui capte les sources et rejette du soufre dans le bassin versant. On a aussi l'entreprise Spi Pharma qui est liée à tous les emballages de Capri-Sun qu'on retrouve dans le ruisseau. On a aussi les datacenters, la tour CMA-CGM, leader du transport maritime fluvial... En dépliant l'histoire du ruisseau, on découvre l'histoire de toutes les formes de violence. Nos actions c'est plus de la mise en récit de toutes ces histoires, et d'organiser des marches collectives pour se les raconter. Donc on tire des files dans plein de sens, depuis le chevrier qui nous raconte l'arrivée du loup à l'amont jusqu'aux commerces informels du marché aux puces à l'aval. »

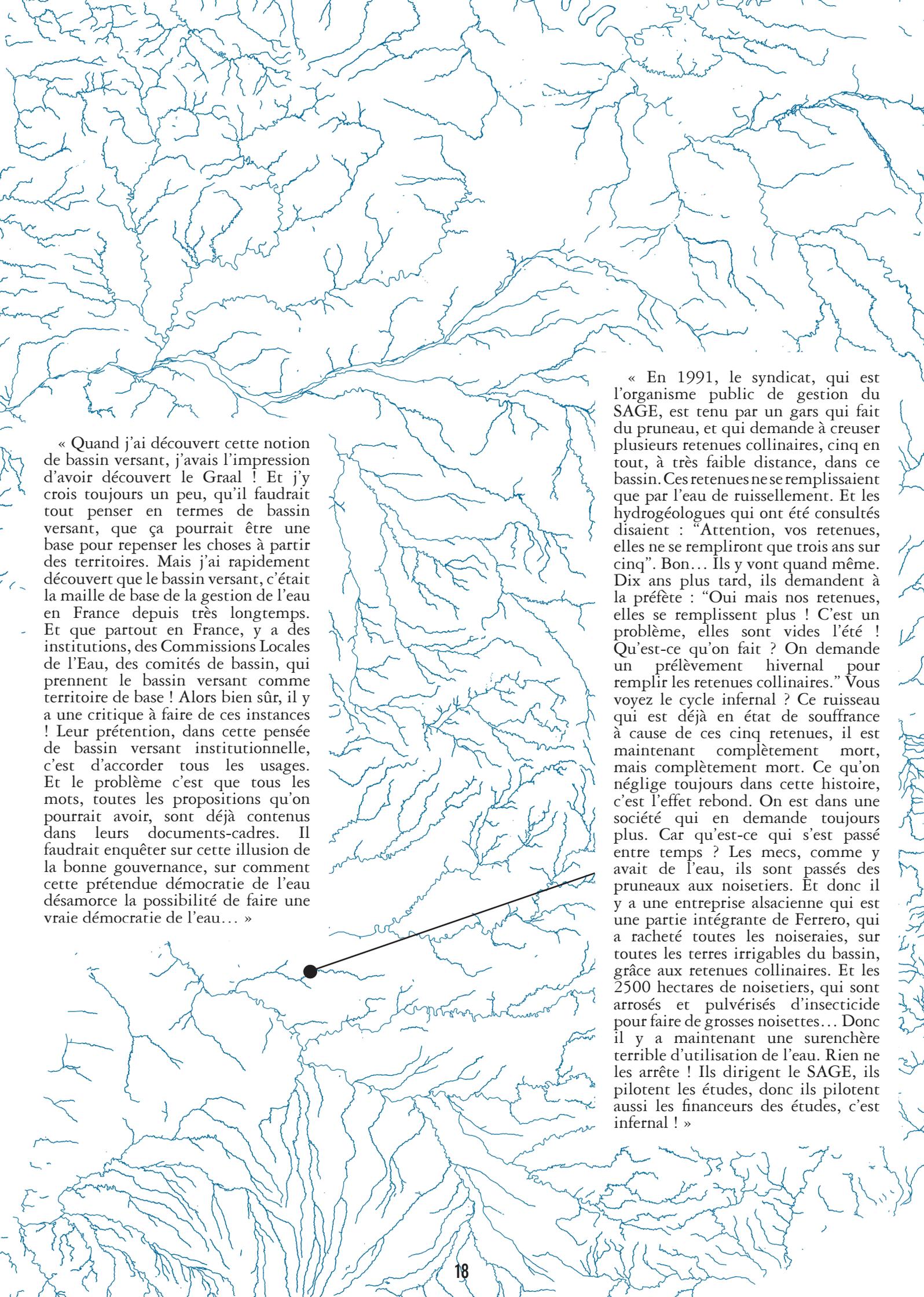


« Vous avez suivi toute l'affaire des pesticides dans l'eau ? Des captages qu'ils sont obligés de fermer, parce qu'ils dépassent le seuil de 0,1 microgramme par litre de pesticide ou de 0,5 tous pesticides cumulés ? Face à la prolifération de ça, l'ANSES a décrété que finalement, il y avait des métabolites – c'est-à-dire des dérivés de pesticides – qui étaient pertinents, et d'autres, non pertinents. Donc la classification se fait comment ? Toutes les questions qu'on a posées à l'ANSES sont à peu près sans réponse, et si réponse il y a, c'est à peu près au doigt mouillé. Sauf que quand le pesticide lui-même est cancérogène, la toxicité des métabolites doit être étudiée. Mais elle n'est pratiquement jamais étudiée à long terme. Tout ce qu'on appelle génotoxicité, donc les risques de cancer, doit être étudié à long terme mais elles ne le sont jamais [...]. Bordeaux ville est protégée parce qu'elle puise dans une nappe qui date de l'éocène, et qui est à -180 mètres donc elle est super profonde. Par contre il y a des tas de zones où on a des nappes moins profondes et où les captages sont pollués. Donc ça va être une question absolument énorme qui va exploser, cette pollution des captages aux pesticides, d'autant plus qu'il y a d'autres pesticides qui sont interdits, comme l'atrazine, que l'on continue de trouver à l'état de trace dans l'eau potable, et dont il semble qu'il a des effets cumulatifs sur l'être humain. »

« Nous ce qu'on vise, c'est d'arriver à convaincre les agriculteurs qui produisent ces pollutions. Et ça, c'est terriblement difficile. Mais il faut essayer. Et je pense que par la question de l'eau et de la santé, c'est possible. J'ai assisté à des réunions d'agriculteurs où quand j'arrivais, j'étais pas très bien venue, vous imaginez... Et quand j'ai fini par parler de la question des maladies, des cancers, qui peuvent toucher les agriculteurs, à la fin, il y a deux personnes qui sont venues me voir et qui m'ont dit "Ah oui quand même... D'ailleurs il y a Untel qui a quelque chose de similaire... Ce serait un cancer ?" Et là, la réunion change de nature. On n'est plus dans l'affrontement agriculteurs sérieux face à des écolos irresponsables, on est sur d'autres données. »



« A la Clusaz, il y a beaucoup cet imaginaire que l'eau elle s'échappe, parce que c'est un milieu karstique. Et donc qu'il faut la retenir, la contenir... Quand les gens du village qui portent le projet disent ça, c'est quelque chose de très physique. Si on laisse l'eau dans les sources, elle part. Et si elle part, les touristes partent avec. Il y a un conseiller régional qui disait : "J pense ce serait pas bon de s'occuper de la transition. Moi, j pense qu'il faut continuer à faire d la neige pour accumuler encore des denrées. Comme ça on prend l'argent des Anglais ! On prend, on prend !" Seulement, leur projet de retenue il est à 1500 mètres, et faire de la neige artificielle à 1500 mètres c'est complètement dingue. En Autriche, ils ont arrêté de faire fonctionner les canons au-dessus de 1800, car c'est beaucoup trop énergivore, et la plupart du temps ils ne peuvent pas les faire tourner parce qu'il fait trop chaud. Et là, à la Clusaz, on est en train de vivre un hiver complètement catastrophique. Le village est complètement sec, il n'y a pas de neige. Et quand tu regardes là-haut, tu as juste une trainée blanche qu'ils ont faite avec les canons [...]. Face à cette dynamique de quelques-uns qui veulent garder en haut l'eau, les thunes et le pouvoir, on essaie de mettre en place des assemblées pour réfléchir à ces interdépendances autour de l'eau. Mais c'est encore flou, car les enjeux nous sont tombés dessus... »



« Quand j'ai découvert cette notion de bassin versant, j'avais l'impression d'avoir découvert le Graal ! Et j'y crois toujours un peu, qu'il faudrait tout penser en termes de bassin versant, que ça pourrait être une base pour repenser les choses à partir des territoires. Mais j'ai rapidement découvert que le bassin versant, c'était la maille de base de la gestion de l'eau en France depuis très longtemps. Et que partout en France, y a des institutions, des Commissions Locales de l'Eau, des comités de bassin, qui prennent le bassin versant comme territoire de base ! Alors bien sûr, il y a une critique à faire de ces instances ! Leur prétention, dans cette pensée de bassin versant institutionnelle, c'est d'accorder tous les usages. Et le problème c'est que tous les mots, toutes les propositions qu'on pourrait avoir, sont déjà contenus dans leurs documents-cadres. Il faudrait enquêter sur cette illusion de la bonne gouvernance, sur comment cette prétendue démocratie de l'eau désamorce la possibilité de faire une vraie démocratie de l'eau... »

« En 1991, le syndicat, qui est l'organisme public de gestion du SAGE, est tenu par un gars qui fait du pruneau, et qui demande à creuser plusieurs retenues collinaires, cinq en tout, à très faible distance, dans ce bassin. Ces retenues ne se remplissaient que par l'eau de ruissellement. Et les hydrogéologues qui ont été consultés disaient : "Attention, vos retenues, elles ne se rempliront que trois ans sur cinq". Bon... Ils y vont quand même. Dix ans plus tard, ils demandent à la préfète : "Oui mais nos retenues, elles se remplissent plus ! C'est un problème, elles sont vides l'été ! Qu'est-ce qu'on fait ? On demande un prélèvement hivernal pour remplir les retenues collinaires." Vous voyez le cycle infernal ? Ce ruisseau qui est déjà en état de souffrance à cause de ces cinq retenues, il est maintenant complètement mort, mais complètement mort. Ce qu'on néglige toujours dans cette histoire, c'est l'effet rebond. On est dans une société qui en demande toujours plus. Car qu'est-ce qui s'est passé entre temps ? Les mecs, comme y avait de l'eau, ils sont passés des pruneaux aux noisetiers. Et donc il y a une entreprise alsacienne qui est une partie intégrante de Ferrero, qui a racheté toutes les noiseraies, sur toutes les terres irrigables du bassin, grâce aux retenues collinaires. Et les 2500 hectares de noisetiers, qui sont arrosés et pulvérisés d'insecticide pour faire de grosses noisettes... Donc il y a maintenant une surenchère terrible d'utilisation de l'eau. Rien ne les arrête ! Ils dirigent le SAGE, ils pilotent les études, donc ils pilotent aussi les financeurs des études, c'est infernal ! »



« A Vittel, une entreprise capitaliste paternaliste fondée par la famille Bouloumier a eu une main mise sur le territoire depuis le milieu du 19e siècle en créant une station thermale dans un village agricole, assez pauvre. En réalité, leur objectif dès le départ c'était d'embouteiller l'eau. Ils vont avoir l'idée de faire une labellisation médicale de l'eau de Vittel : sa composition est rendue publique et cela leur donne une crédibilité scientifique à l'international, notamment pour la prescription de cure. Le mélange de compétences des deux fils, respectivement avocat et médecin, est détonnant. Il y a donc depuis cette époque des capitalistes avec des stratégies d'accaparement de l'eau et des terres sur le territoire. D'abord on cultive l'image du luxe dans la vente de l'eau minérale. C'était une station thermale de l'entre-soi destinée à une clientèle friquée. Ça, c'est la situation avant l'arrivée de Nestlé, on est en régime féodal à Vittel. Il n'est pas question de manque d'eau alors. Nestlé arrive en 1968 pour moderniser l'embouteillage : on va passer du verre au plastique. C'est la première entreprise industrielle de l'eau au monde qui pense à cela. C'est aussi alors le développement des supermarchés et de la grande distribution qui est complémentaire grâce à sa logistique capable d'envoyer l'eau à l'autre bout du monde. Le pétrole est pas cher, l'eau minérale va pouvoir être vendue partout, alors qu'elle était réservée à une clientèle bourgeoise auparavant. Nestlé va ensuite apporter une autre chose à l'image de la marque : le bien-être environnemental. Aujourd'hui Vittel/Nestlé prétend protéger l'environnement. Ils achètent les terres, mettent des paysans gratuitement. 40 agriculteurs pour 4000 hectares alentour. Pas de pesticides ni de fertilisants, pas trop de bêtes, etc., pour protéger leur eau, notamment des nitrates.

« Notre problème c'est que localement on n'arrive pas à mobiliser. On est dans une sorte de colonie et c'est l'omerta partout. Face à la difficulté de mobiliser, on s'est dit : on va aller regarder comment ça se passe ailleurs. Un militant brésilien nous a raconté l'histoire de Nestlé au Brésil. Il est également rentré en contact avec les Canadiens et les Américains du nord. Et donc on a décidé de faire venir les Canadiens à Vittel pendant quatre jours. On a beaucoup discuté ensemble, on a pris le temps de se rencontrer, ils ont fait une réunion publique, ce qui nous a été extrêmement utile. À notre tour nous sommes allés en Amérique du Nord pour une rencontre inter-communautés impactées par Nestlé. C'est là qu'on a eu les témoignages des autochtones des Grands Lacs, très respectés par les habitants là-bas : les exposés commencent toujours par la parole des autochtones. C'est eux qui ont amené la sacralisation de l'eau. Pour eux le caractère sacré de l'eau est relié à la question du commun. »

« Pour moi, c'est une question de narratif. D'harmoniser une certaine forme de narratif. Et ce narratif, il va piocher dans la connaissance. Dans la connaissance du fonctionnement des institutions, des entrepreneurs privés, des collectifs qui se battent... La seule chose que je crois capable d'harmoniser, pour avoir ce sentiment qu'on lutte ensemble, c'est notre narration collective. »

Une vision de bassin versant

Gary Snyder, « Accéder au bassin-versant », 1992.

Traduit dans *Le sens des lieux*, Éditions Wildproject, 2018.

« Un bassin-versant est quelque chose de merveilleux à prendre en compte : ce processus (pluie, cours d'eau, évaporation des océans) fait que chaque molécule d'eau sur terre fait le grand voyage tous les deux millions d'années. La surface est sculptée en bassins-versants – une sorte de ramification familiale, une charte relationnelle et une définition des lieux. Le bassin-versant est la première et la dernière nation dont les limites, bien qu'elles se déplacent subtilement, sont indiscutables. Les races d'oiseaux, les sous-espèces d'arbres et les types de chapeaux ou les habits de pluie se répartissent souvent par bassins-versants. Pour le bassin-versant, les villes et les barrages sont éphémères et ne comptent pas plus qu'un rocher qui tombe dans la rivière ou qu'un glissement de terrain qui bouche temporairement la voie. L'eau sera toujours là et elle arrivera toujours à se frayer un passage. Aussi contrainte et polluée que puisse être la rivière de Los Angeles aujourd'hui, on peut aussi dire que de manière plus globale cette rivière est vivante et qu'elle coule bien en dessous des rues de la ville dans des caniveaux géants. Peut-être que de telles déviations l'amuse. Mais nous qui vivons à l'échelle des siècles et non de millions d'années devons maintenir ensemble le bassin-versant et ses communautés afin que nos enfants puissent profiter de l'eau pure et de la vie qui gravite autour de ce paysage que nous avons choisi. Du plus petit des ruisseaux situés au sommet de l'arête jusqu'au tronc principal d'une rivière approchant les plaines, la rivière ne constitue qu'un seul lieu et qu'une seule terre.

Le cycle de l'eau inclut nos sources et nos puits, le manteau neigeux de la Sierra Nevada, nos canaux d'irrigation, nos stations de lavage et les saumons qui remontent la rivière au printemps. C'est la rainette crucifère dans l'étang et le pic glandivore qui papotent sur le reste d'un vieux tronc. Le bassin-versant ne répond pas à

la dichotomie ordonnée/désordonnée, car ses formes sont libres, mais d'une certaine manière inévitables. La vie qui se développe à l'intérieur du bassin-versant constitue la première forme de communauté.

Le programme d'un conseil de bassin-versant commence de manière modeste : « essayons de réhabiliter notre rivière de telle manière que le saumon sauvage puisse s'y reproduire de nouveau. » En essayant de compléter ce programme, une communauté est susceptible de devoir lutter contre l'industrie forestière commerciale en amont, l'accaparement de l'eau pour sa vente en aval, la pêche au filet taïwanaise au large dans le Pacifique nord et toute une série d'autres menaces nationales et internationales pour la santé du saumon.

Si une foule de gens se joint à l'effort – des gens de l'industrie forestière et du tourisme, des ranchers et des paysans bien établis, des retraités qui pêchent à la mouche, des entreprises et les nouveaux-arrivants qui vivent dans les forêts – quelque chose pourrait en sortir. Mais si cet accord commun était imposé d'en haut, ça n'irait nulle part. Seul un engagement populaire sur le long terme pour préserver le territoire peut apporter la stabilité politique et sociale nécessaire à la conservation de la richesse biologique des régions californiennes.

Toute la propriété des terres publiques est en fin de compte tracée dans le sable. Les limites et les catégories de gestion ont été créées par le Congrès et le Congrès peut s'en débarrasser. La seule « juridiction » qui durera dans le monde de la nature sera le bassin-versant, et même celui-ci change légèrement au fil du temps. Si au cours du 21e siècle, une pression de plus en plus forte a pesé sur les terres publiques pour qu'elles soient ouvertes à l'exploitation et à l'utilisation, alors les locaux (les populations du bassin-versant) seront les derniers (et peut-être les plus efficaces) remparts possibles. Espérons que nous n'en arrivions jamais jusque-là [...].

Cette conception non nationaliste de la communauté, pour laquelle il est essentiel de s'impliquer dans un lieu unique, ne peut pas être ethnique ou raciste. De cette idée émerge ce qui est peut-être l'élément le plus savoureux dans la réflexion qui découle d'une pensée de la politique conçue à partir des lieux : toute personne,

peu importe son ethnie, sa langue, sa religion ou son origine est la bienvenue, dans la mesure où elle mène une vie en bonne intelligence avec les lieux. La région de la grande Central Valley ne préfère pas l'anglais à l'espagnol, ou au japonais ou au hmong. Si elle devait avoir une préférence, elle préférerait sûrement les langues qu'elle a entendues pendant des milliers d'années, tels que le maïdu ou le miwok, tout simplement parce qu'elle est habituée à les entendre. Mythologiquement parlant, elle accueillera quiconque choisit de respecter les usages, d'exprimer de la gratitude, de comprendre les outils et d'apprendre les chants nécessaires pour vivre ici.

Ce type de culture en devenir est accessible à toute personne prête à faire le pas en avant, peu importe son origine. Elle n'implique pas de laisser derrière soi ses croyances bouddhistes, juives, chrétiennes, animistes, athéistes ou musulmanes, mais simplement d'ajouter à sa croyance ou à sa philosophie une acceptation sincère des valeurs profondes du monde naturel et du statut de sujet des êtres non humains. Une culture des lieux sera créée qui inclura les « États-Unis » tout en les dépassant pour intégrer le continent, la terre elle-même, « l'île Tortue ». Nous pourrions montrer aux nouveaux arrivants en provenance d'Asie du Sud-Est et d'Amérique du Sud les tracés de nos rivières, les collines les plus lointaines et leur dire : « Votre arrivée ici ne veut pas dire que vous êtes uniquement aux États-Unis. Vous vivez dans ce superbe paysage. S'il vous plaît, prenez le temps d'apprendre à connaître ces rivières et ces montagnes et soyez les bienvenus. » Les Euro-Américains, les Asiatico-Américains, les Afro-Américains peuvent, s'ils le souhaitent, devenir des natifs de « l'île Tortue ». En faisant cela, nous finirons peut-être par gagner le respect de nos prédécesseurs, les Amérindiens, qui sont encore présents et qui essaient encore de nous apprendre à savoir où nous sommes.

La connaissance du bassin-versant et le biorégionalisme ne sont pas uniquement de l'écologisme, pas uniquement un moyen de résoudre les problèmes sociaux et économiques, mais un changement d'attitude qui vise à résoudre les problèmes naturels et sociaux à travers la pratique d'une citoyenneté profonde ancrée à la fois dans le monde social et naturel. Si le sol devient notre terrain d'entente, le dialogue collectif (humain et non humain) va pouvoir recommencer.

*Californie : herbes dorées, brouillard gris argenté,
Séquoias vert-olive, chaparral bleu-gris,
Collines serpentes argentées.
Granit blanc aveuglant,
Falaises rocheuses maritimes bleu-noir.
– Ciel bleu d'été, eau de marécage marron,
Raides rues violettes – villes de crème chaude.
Nombreuses couleurs de la terre, nombreuses couleurs de la peau. »*

Gary Snyder.



Les personnes et les collectifs à l'initiative de cette brochure n'ont pas encore de structuration commune clairement définie. Nous souhaitons inclure plus de monde dans la dynamique avant cela. Pour ce faire nous comptons organiser un weekend de rencontre à l'automne. Si vous souhaitez entrer en contact, rester informer ou suivre la dynamique d'une quelconque manière, nous proposons les canaux suivants :

mail : wearewaterdefending@riseup.net

canal Telegram de veille et d'information sur l'eau : <https://t.me/hydrowatch>

canal Telegram de papotage associé : <https://t.me/chathydro>